

# CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE HAUTS DE FRANCE

Objet du marché
MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX
Marché de travaux de tri, de chargement et d'évacuation des dépôts sauvages sur le port d'Haubourdin

<b><u>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</u></b> <b><u>(C.C.T.P.)</u></b>
---

**Maître d'ouvrage :**

PORTS DE LILLE – C.C.I.H.D.F  
Place Leroux de Fauquemont  
CS 91394  
59014 LILLE Cedex

# **SOMMAIRE**

Pages

<b>CONTEXTE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1. – L’OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2. – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>2.1 Repérage et diagnostic des zones de dépôt .....</b>	<b>4</b>
<b>2.2 Évacuation des déchets.....</b>	<b>6</b>
<b>2.3 Tri des déchets.....</b>	<b>7</b>
2.3.1 - Traitement spécifique pour les déchets inertes .....	7
2.3.2 - Traitement spécifique pour les végétaux .....	8
<b>2.4 Pesage des déchets .....</b>	<b>8</b>
<b>2.5 Traitement des déchets .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 3. – EXIGENCES TECHNIQUES.....</b>	<b>9</b>
<b>3.1 Conformité réglementaire .....</b>	<b>9</b>
<b>3.2 Matériel et équipement .....</b>	<b>10</b>
<b>3.3 Réunions de chantier .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 4. – PLANNING ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>10</b>
<b>4.1 Délai global.....</b>	<b>10</b>
<b>4.2 Étapes intermédiaires .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 5. – MODALITÉS DE SUIVI ET CONTRÔLE.....</b>	<b>10</b>
<b>5.1 Suivi des prestations .....</b>	<b>10</b>
<b>5.2 Rapports de traçabilité .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 6. – SÉCURISATION DU SITE PENDANT ET A LA FIN DU CHANTIER....</b>	<b>11</b>
<b>Contexte et enjeux .....</b>	<b>11</b>

Marché de travaux de tri, de chargement et d'évacuation des dépôts sauvages sur le port d'Haubourdin – CCTP	
<b>6.1 Obligation de sécurisation</b>	<b>11</b>
<b>6.2 Responsabilité</b>	<b>11</b>
<b>6.3 Sanctions</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 7. – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8. – LES MOYENS HUMAINS</b>	<b>12</b>
<b>8.1 La liste nominative du personnel intervenant</b>	<b>12</b>
<b>8.2 Les visites médicales</b>	<b>12</b>
<b>8.3 Les vêtements de travail</b>	<b>12</b>
<b>8.4 Le comportement du personnel</b>	<b>12</b>
<b>8.5 L'encadrement du personnel</b>	<b>13</b>
<b>8.6 La formation du personnel</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 9. – L'EXPERIENCE ET LES CERTIFICATIONS</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 10. – LA REDACTION DU MEMOIRE TECHNIQUE</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 11. – PRIX DES PRESTATIONS</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 12. – ANNEXES</b>	<b>14</b>

## **CONTEXTE**

Ports de Lille est concessionnaire du site de la friche Lever sur la commune de Haubourdin sur une surface de presque 12 hectares, appelé Port de Haubourdin. L'usine "Lever" a été déconstruite en 2010. Les fondations des bâtiments ont été retirées sur une grande partie du site, les voiries et réseaux sont en place, le sol est pollué ([cf Photos annexe n° 1](#)).

Des quantités importantes de déchets sauvages ont été déposées sur une partie du site portuaire en 2023-2024 durant plusieurs mois après intrusion sur le site en forçant les accès.

## **ARTICLE 1. – L'OBJET DU MARCHE**

Le présent marché concerne le tri, le pesage, le chargement et l'évacuation de dépôts sauvages comprenant de l'amiante, des produits dangereux, des encombrants etc.... situés sur le Port d'Haubourdin.

Tous les déchets, quelle que soit leur catégorie, devront être acheminés vers des centres de traitement spécialisés de sorte à minimiser l'impact environnemental des opérations. Ce marché inclut également une variante pour le transport des encombrants (DIB) par voie d'eau vers des centres de traitement agréés.

L'évacuation des végétaux présents, des cassons de briques (issus de la déconstruction de l'usine) et des déchets inertes (briques, parpaings, tuiles...) n'est pas demandée. Ces points sont évoqués plus en détail en point 2.1 et 2.3.

Le marché sera conclu à prix unitaires. Le marché ne comporte pas de montant minimum mais comporte un montant maximum de 300 000,00€ HT.

NB : Le marché étant à prix unitaires avec un montant maximum, il est précisé que le Titulaire doit exécuter les prestations jusqu'à la limite, le cas échéant, de ce montant maximum de 300 000,00€ HT.

## **ARTICLE 2. – DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Les prestations à réaliser dans le cadre du marché sont décrites ci-après :

Le périmètre du site d'intervention est précisé sur une vue aérienne du site ([cf annexe n° 2](#)).

### **2.1 Repérage et diagnostic des zones de dépôt**

Une visite de site préalable est obligatoire afin de garantir une parfaite connaissance de la zone d'intervention. Cette visite devra s'effectuer en présence du Responsable de chantier et du Responsable d'exploitation de l'entreprise titulaire.

Il n'est pas demandé de tailler la végétation présente sur le site.

Des tas de gravats (cassons de briques) issus de la déconstruction de l'usine ont été identifiés sur plan ([cf annexe n° 3 - plan topographique et parcellaire foncier ind4 du 28/09/2012](#)). Une grande partie de ceux-ci sont encore en place et ne sont pas à évacuer.

Un inventaire des déchets, réalisé par un Bureau d'études, est joint au présent dossier de consultation et reprend les familles de déchets et leurs volumes permettant de garantir la prise en compte des risques et la mise en œuvre des mesures de sécurité qu'il convient d'appliquer pour le chantier d'évacuation ([cf annexe n°4](#)).

Au démarrage du marché, le Titulaire devra effectuer une analyse des risques, notamment liés à la présence de déchets dangereux (ex : amiante, solvants...) et la description des mesures de sécurité mises en place pour les traiter. Un plan de repérage, effectué par drone par le MOA, est donné à titre d'information (cf annexe n°5).

Le Titulaire devra également fournir la rédaction d'un mode opératoire conformément à la préconisation du Bureau d'étude. Ce Mode Opératoire Amiante (MOA) devra décrire les précautions et méthodes à respecter pour limiter l'exposition à l'amiante lors de l'intervention. Il devra à minima reprendre les étapes suivantes :

- **Présentation générale des travaux :**
  - Identification du site et des zones concernées par les travaux
  - Nature, quantité et localisation des matériaux contenant de l'amiante à retirer
  - Durée prévisionnelle des travaux de retrait.
- **Analyse des risques :**
  - Évaluation de la probabilité d'émission de fibres
- **Description des travaux :**
  - Procédures et équipements utilisés
- **Mesures de prévention :**
  - Moyens collectifs et individuels
- **Planning prévisionnel :**
  - Description des différentes phases du chantier
  - Planning détaillé avec les dates prévisionnelles d'intervention
- **Déchets amiante :**
  - Méthodes de collecte, stockage et évacuation
- **Annexes :**
  - Plans de chantier, fiches techniques des équipements, attestations de formation

Il est à noter que le MOA doit être facilement consultable sur le chantier, et qu'il peut être demandé par les autorités en cas de contrôle.

Si le titulaire estime nécessaire la rédaction d'un plan de retrait plutôt qu'un mode opératoire, celui-ci devra être rédigé selon les conditions explicitées ci-dessous :

#### **Rédaction du Plan de Retrait Amiante (PRA)**

L'entreprise titulaire du marché devra élaborer un **Plan de Retrait Amiante (PRA)** détaillé avant toute intervention sur le site. Ce document devra être réalisé par une entreprise certifiée pour les travaux de désamiantage (certification délivrée par un organisme accrédité) et inclura les éléments suivants :

- **Présentation générale des travaux :**
  - Identification du site et des zones concernées par les travaux.
  - Nature, quantité et localisation des matériaux contenant de l'amiante à retirer.
  - Durée prévisionnelle des travaux de retrait.
- **Identification des risques :**
  - Évaluation des risques liés à l'amiante (nature des matériaux, friabilité, etc.).
  - Identification des autres risques sur le site (polluants, contraintes techniques).
- **Mesures de protection collective :**
  - Description des procédures de confinement des zones concernées.
  - Installation d'un système de dépression et de ventilation adéquat.
  - Signalisation et restriction des accès aux zones à risque.
- **Moyens de protection individuelle :**
  - Liste des équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires pour le personnel intervenant.
  - Procédures de décontamination et de nettoyage après chaque phase d'intervention.
- **Organisation et gestion des déchets amiantés :**
  - Méthodes de retrait et de conditionnement des déchets amiantés.
  - Transport et traçabilité des déchets (bennes spécifiques, étiquetage conforme).
  - Lieux de stockage temporaire sur site et modalités d'évacuation vers les centres de traitement agréés.
- **Planning prévisionnel :**
  - Description des différentes phases du chantier.

- Planning détaillé avec les dates prévisionnelles d'intervention.
- **Suivi et contrôle :**
  - Modalités de suivi des niveaux d'empoussièrement (mesures de la qualité de l'air).
  - Mesures correctives en cas de dépassement des seuils d'exposition.
  - Suivi des opérations par un organisme de contrôle externe (laboratoire accrédité).

### **Transmission et validation du PRA**

Le **Plan de Retrait Amiante (PRA)** doit être transmis au **maître d'ouvrage**, à l'inspection du travail, ainsi qu'aux organismes compétents (CARSAT, OPPBTP) au moins **30 jours avant le début des travaux**. Ces organismes disposent d'un délai pour analyser le PRA et demander des modifications, si nécessaire. Le démarrage des travaux ne pourra être effectué qu'après validation du PRA par ces autorités.

Le candidat est invité à indiquer dans son planning **le délai de présentation du plan de retrait** aux autorités compétentes à compter de la notification du marché.

### **Exécution des travaux de désamiantage**

L'entreprise titulaire est responsable de la mise en œuvre du PRA sur le terrain. Elle devra veiller à ce que toutes les mesures de protection collectives et individuelles soient respectées tout au long de l'intervention.

Un suivi rigoureux des niveaux d'empoussièrement doit être réalisé pendant toute la durée des travaux. En cas de non-conformité aux seuils réglementaires, les travaux doivent être immédiatement suspendus jusqu'à la résolution des non-conformités.

### **Contrôle en fin de chantier**

Avant la remise du site au maître d'ouvrage, l'entreprise devra procéder à une inspection finale, incluant :

- Un contrôle de la propreté visuelle de la zone traitée.

Un **rapport de fin de travaux**, incluant les résultats des contrôles, devra être transmis au maître d'ouvrage et aux autorités compétentes.

## **2.2 Évacuation des déchets**

Le titulaire prendra en charge l'évacuation des déchets identifiés, en utilisant des moyens techniques et humains appropriés. L'évacuation devra être effectuée dans le respect strict des normes en vigueur, en assurant la sécurité des intervenants et la protection de l'environnement.

Le candidat détaille dans son mémoire technique, **les modalités d'évacuation des déchets** (moyens de transport, sites de destination, revalorisation...).

### **Variante de transport par voie d'eau**

Dans le cadre de cette variante, le titulaire devra :

- Réaliser une étude de faisabilité pour le transport des déchets limités à ceux des DIB par voie d'eau à partir du quai existant. (cf annexe n°2)
- Organiser et mettre en œuvre la logistique nécessaire pour l'acheminement des déchets par voie d'eau, en respectant les contraintes techniques, réglementaires et environnementales.
- Assurer la coordination avec les acteurs concernés notamment pour la fermeture temporaire du chemin de halage lors du transfert à la voie d'eau

Cette **variante devra être détaillée** dans le mémoire technique et respecter les 7 étapes ci-après :

#### **1. Étude de faisabilité et autorisations**

- Analyse réglementaire
- Identification des voies navigables
- Analyse des points d'accès

#### **2. Sélection du type de déchets et classification**

- Identification des types de déchets
- Classement selon la dangerosité

- Volume et poids
- 3. Choix des équipements et matériels**
  - Sélection des bateaux et barges
  - Conteneurs spécialisés
  - Équipement de levage
- 4. Organisation logistique**
  - Coordination des flux
  - Transport multimodal
- 5. Sécurité et conformité environnementale**
  - Mesures de sécurité
  - Respect des normes environnementales
- 6. Suivi et gestion des opérations**
  - Traçabilité des déchets
  - Suivi de l'acheminement
  - Gestion des risques
- 7. Traitement ou élimination finale**
  - Déchargement
  - Traitement ou enfouissement

## **2.3 Tri des déchets**

Le tri des déchets devra être réalisé sur site, en séparant les déchets selon leur nature :

- **Déchets dangereux** : Amiante, pneus, produits chimiques, etc.
- **Déchets non dangereux** : Déchets inertes, végétaux, encombrants etc.
- **Déchets recyclables** : Bois, métaux, plastiques, etc.

Le titulaire est tenu d'acheminer l'ensemble des déchets collectés dans le cadre du présent marché vers des centres de traitement agréés, privilégiant systématiquement les filières de recyclage et de valorisation. L'objectif est de maximiser la valorisation matière et énergétique des déchets, en réduisant au maximum l'enfouissement et l'incinération sans valorisation.

A ce titre, le titulaire devra fournir dans son mémoire technique **un tableau détaillé des filières de traitement des déchets évacués**, ainsi que la part de valorisation associée à chaque type de déchet. Ce tableau devra indiquer à minima les informations suivantes :

- Nature du déchet
- Lieu de traitement
- Code traitement prévu
- Part de valorisation

### **2.3.1 - Traitement spécifique pour les déchets inertes**

Le titulaire sera chargé du concassage des déchets inertes issus du dépôt sauvage (tels que les bétons, pierres, briques, tuiles, etc.) collectés sur site, conformément aux spécifications techniques fournies dans le présent marché. Ce concassage de déchets inertes réalisé après retrait de toutes les impuretés (bois plastique acier...) devra permettre de réduire ces matériaux à une granulométrie 0/120 adaptée aux futures utilisations, comme la valorisation en remblais ou sous-couches.

Le maître d'ouvrage a défini un lieu spécifique sur le site, destiné au stockage et à l'étalement des matériaux concassés (**cf annexe n°6**). Ce lieu, clairement défini en amont des travaux, sera choisi de manière à garantir la sécurité et l'accessibilité pendant toute la durée des opérations. Le titulaire veillera à respecter les consignes suivantes :

1. **Concassage** : Le concassage devra être réalisé en respectant les règles de sécurité et les prescriptions environnementales, notamment pour limiter la poussière et les nuisances sonores. Un arrosage régulier pourra être requis pour limiter les envols de particules.
2. **Stockage et étalement** : Les matériaux concassés devront être stockés et étalés de manière ordonnée dans la zone identifiée en annexe. Cette zone pourra être redéfinie avec l'accord du Maître d'Ouvrage selon les contraintes rencontrées.

L'ensemble des opérations devra être réalisé en conformité avec les normes environnementales et les prescriptions techniques applicables. Tout manquement à ces consignes pourra faire l'objet de pénalités, telles que stipulées dans le Cahier des Clause Administratives Particulière (CCAP).

Le titulaire du marché devra réaliser un métré par un géomètre pour justifier les volumes traités. Le rapport établi par le géomètre servira de base justificative pour la facturation.

### **2.3.2 - Traitement spécifique pour les végétaux**

Le titulaire sera chargé du broyage des végétaux issus du dépôt sauvage et de la taille des végétaux (arbustes, branches, herbes hautes) nécessaires afin de dégager les zones concernées par le ramassage des déchets. Cette intervention devra éviter toute dégradation inutile pour préserver la végétation non concernée par les travaux.

Le maître d'ouvrage a défini un emplacement spécifique destiné au stockage des souches, déchets végétaux déjà présents et ceux taillés lors du chantier de débarrassage des déchets (cf annexe n°6). Le titulaire s'engage à respecter les consignes suivantes :

1. **Taille des végétaux** : Les branches, souches et débris coupés devront être rassemblés et transportés sans encombrer les zones de travail.
2. **Stockage des déchets végétaux** : Les végétaux taillés devront être transportés et stockés de manière ordonnée dans l'espace prévu à cet effet, afin d'être broyés, suivant les indications du maître d'ouvrage. Le stockage devra être réalisé de manière à ne pas gêner les autres opérations ni engendrer de nuisances.
3. **Gestion des accès et sécurité** : Le titulaire devra veiller à ce que la zone de stockage des végétaux soit sécurisée afin d'éviter tout risque d'incendie ou d'accumulation excessive.

Seules les souches d'arbres ne feront pas l'objet du broyage, mais seront néanmoins rassemblées dans la zone dédiée pour le stockage des végétaux.

L'ensemble de ces opérations devra être exécuté avec rigueur, en respectant l'environnement et les consignes spécifiques du maître d'ouvrage. Tout manquement à ces consignes pourra faire l'objet de pénalités, telles que stipulées dans le Cahier des Clause Administratives Particulière (CCAP).

Le titulaire du marché devra réaliser un métré par un géomètre pour justifier les volumes traités. Le rapport établi par le géomètre servira de base justificative pour la facturation.

## **2.4 Pesage des déchets**

Le titulaire est tenu de peser l'ensemble des déchets collectés avant leur traitement en centre spécifique. Le pesage doit être effectué avec des dispositifs homologués, garantissant une précision conforme aux normes en vigueur.

### **a. Dispositif de Pesage**

#### **1. Équipements**

Le pesage des déchets doit être réalisé à l'aide de dispositifs de pesage certifiés et calibrés régulièrement pour assurer la fiabilité des données. Les équipements doivent être conformes aux normes en vigueur (telles que les normes ISO ou équivalentes) et capables de peser avec précision les différents types de déchets concernés par le marché.

#### **2. Emplacement du pesage**

Le pesage peut être réalisé en centre de tri ou à l'entrée du centre de traitement, selon la nature des opérations.

### **b. Obligation de Transmission des Données de Pesée**

#### **1. Délai de transmission**

Le titulaire doit transmettre les données de pesée à la maîtrise d'ouvrage tous les vendredis de chaque semaine pendant toute la durée du chantier. Ce délai inclut la collecte, le traitement et la transmission des informations.

#### **2. Format des données**



Les données de pesée devront être fournies dans un format standardisé, convenu avec la maîtrise d'ouvrage, incluant :

- La date et l'heure du pesage,
- Le type de déchet pesé (catégorie de déchet, et code déchet),
- Le poids exact des déchets, exprimé en tonnes,
- Le lieu de pesage et, le cas échéant, le centre de traitement de destination.
- Le traitement réservé au déchet (code de traitement)

Les données relatives aux déchets dangereux devront faire l'objet d'un Bordereau de Suivi de Déchets (BSDD, BSDA, BSDFF...) rédigé par le titulaire préalablement validé par la maîtrise d'ouvrage. Le titulaire devra avertir la maîtrise d'ouvrage qu'un Bordereau a été saisi sur la plate-forme nationale Trackdéchets afin que le circuit de traçabilité reste fluide et facilite les prestations d'évacuation des déchets.

### **3. Transmission numérique**

Les données devront être transmises par voie numérique via un système de gestion des déchets agréé ou par tout autre moyen convenu (email sécurisé, plateforme Trackdéchets). Les données transmises devront être archivées et accessibles pour consultation ultérieure par la maîtrise d'ouvrage.

#### **c. Non-Conformité et Pénalités**

En cas de non-transmission des données de pesée dans le délai imparti, ou de transmission de données incomplètes ou erronées, des pénalités pourront être appliquées conformément aux dispositions prévues dans le CCAP. Le non-respect répété de ces obligations pourra entraîner des sanctions contractuelles, pouvant aller jusqu'à la résiliation du marché pour faute du Titulaire.

#### **d. Rapports de Synthèse**

Le titulaire devra fournir à intervalles réguliers, définis dans le cadre du marché, des rapports de synthèse incluant :

- Le récapitulatif des pesées réalisées.
- Les volumes totaux de déchets collectés par type de déchet.
- Toute anomalie constatée lors des opérations de pesage.

## **2.5 Traitement des déchets**

Les déchets triés seront acheminés vers des centres de traitement agréés :

- **Déchets dangereux** : Ils seront traités selon les procédures spécifiques prévues par la réglementation.
- **Déchets non dangereux et recyclables** : Ils seront dirigés vers des filières de valorisation ou d'élimination appropriées.

Ces **centres de traitement devront être spécifiés** avant l'exécution du marché. Le titulaire devra respecter l'acheminement vers ces centres et en apporter les garanties. En cas de changement de centre spécifique, pour une raison quelconque, le titulaire devra justifier et garantir la redirection des déchets vers un centre équivalent réservant le même traitement (ou meilleur) initialement prévu pour le déchet en question.

## **ARTICLE 3. – EXIGENCES TECHNIQUES**

### **3.1 Conformité réglementaire**

Toutes les opérations devront être réalisées dans le respect des normes et réglementations en vigueur, notamment celles relatives aux déchets dangereux comme l'amiante, la protection de l'environnement et la sécurité des travailleurs.

### **3.2 Matériel et équipement**

Le titulaire est tenu de disposer de l'ensemble des matériels et équipements adaptés pour l'évacuation et la gestion des déchets présents sur le site, notamment ceux contenant de l'amiante. Ces équipements doivent être conformes aux normes en vigueur pour garantir la sécurité des intervenants et limiter les risques de contamination.

Les intervenants doivent être équipés également de matériels de protection individuels adaptés pour le traitement et l'évacuation des déchets dangereux et notamment l'amiante.

Naturellement, le titulaire est tenu de procéder à la vérification régulière et à la maintenance des équipements utilisés pour l'évacuation de l'amiante, afin d'assurer leur bon fonctionnement. Chaque équipement, notamment ceux utilisés pour la protection contre les poussières d'amiante, doit faire l'objet de contrôles périodiques et d'un entretien conforme aux recommandations des fabricants et des normes de sécurité.

### **3.3 Réunions de chantier**

Afin d'assurer le bon déroulement et le suivi rigoureux des travaux, il est indispensable d'organiser des réunions de chantier hebdomadaires sur site. Ces réunions, rassemblant le Responsable de chantier et le Responsable d'exploitation de l'entreprise titulaire, permettront de coordonner les interventions, de résoudre rapidement les éventuels problèmes techniques, et de garantir le respect des délais et des objectifs de qualité. Elles constitueront également un moment privilégié pour examiner l'avancement des travaux, valider les étapes réalisées et anticiper les actions à venir, tout en favorisant une communication claire et efficace entre les différentes parties prenantes.

## **ARTICLE 4. – PLANNING ET DÉLAIS D'EXÉCUTION**

### **4.1 Délai global**

Les prestations devront être réalisées dans un délai maximal fixé dans l'acte d'engagement à compter de la notification du marché. Le Titulaire justifie **ses capacités à respecter les délais** dans son mémoire technique.

### **4.2 Étapes intermédiaires**

Un planning détaillé sera établi en concertation avec la maîtrise d'ouvrage, fixant les délais pour chaque phase : diagnostic, évacuation, tri, pesage, traitement et, le cas échéant, transport par voie d'eau.

## **ARTICLE 5. – MODALITÉS DE SUIVI ET CONTRÔLE**

### **5.1 Suivi des prestations**

Le titulaire devra soumettre des rapports d'avancement réguliers à la maîtrise d'ouvrage, incluant les résultats du tri, du pesage et du traitement des déchets. La conformité des prestations sera vérifiée par des points de contrôle réguliers sur le chantier en présence du responsable chantier et du représentant de la maîtrise d'ouvrage.

### **5.2 Rapports de traçabilité**

Dans le cadre de l'élaboration du mémoire technique, il est demandé au titulaire du marché de fournir un **tableau détaillé** récapitulant les exutoires et les codes de traitement associés à chaque typologie de déchet générée par le chantier. Ce tableau devra indiquer, pour chaque type de déchet, l'exutoire prévu (centre de traitement, de valorisation ou de recyclage), ainsi que le code de traitement correspondant, conformément à la réglementation en vigueur. Cette présentation permettra de garantir une gestion conforme et transparente des déchets, en s'assurant que chaque flux est traité de manière appropriée et en respectant les exigences environnementales fixées dans le cadre du marché.

Cette traçabilité doit être documentée et justifiée à travers la fourniture de documents spécifiques, tels que les bordereaux de suivi, les certificats de traitement et les attestations de valorisation ou d'élimination.

## **ARTICLE 6. – SÉCURISATION DU SITE PENDANT ET A LA FIN DU CHANTIER**

### **Contexte et enjeux**

Les accès du site sont aujourd'hui protégés par une déstructuration des enrobés (cf annexe 2) évitant ainsi toute nouvelle intrusion.

Pendant toute la durée des travaux, il est impératif que l'entreprise prenne toutes les mesures nécessaires pour protéger le site sur le périmètre d'intervention (cf annexe 2), en particulier durant les périodes où celui-ci n'est pas surveillé. Une absence de sécurisation pourrait entraîner des risques d'intrusion, de vol, de dégradation ou d'occupation illégale des lieux qui sont sous la responsabilité du Titulaire pendant toute la durée du chantier jusqu'à sa réception.

### **6.1 Obligation de sécurisation**

L'entreprise pourra recréer des pistes d'accès au site permettant le passage des engins et leur rotation. Cependant l'entreprise en charge des travaux devra, pendant toute la durée du chantier, garantir la mise en place des dispositifs nécessaires pour empêcher toute intrusion ou occupation illicite. L'entreprise détaillera dans son mémoire technique les dispositifs mis en place pour la sécurisation du site sur le périmètre d'intervention (clôture, merlon, fossé, rochers, vidéo, gardien...) (cf annexe 2).

A l'issue du chantier et de la réception définitive, le Titulaire devra procéder à la sécurisation du site par la déstructuration des accès telle qu'elle l'était au démarrage du chantier ou proposer un autre système de sécurisation durable, garantissant la protection du site.

NB : En cas de dépôt supplémentaire de déchets à compter du début du chantier résultant de son fait (non sécurisation, sécurisation insuffisante, absence de surveillance le week-end...), le Titulaire prendra en charge l'évacuation desdits déchets sans rémunération supplémentaire.

Les travaux seront réceptionnés conformément aux stipulations du CCAP.

Il est en outre fait les précisions suivantes :

À l'issue du chantier, Ports de Lille, en présence de l'entreprise, vérifiera l'efficacité des dispositifs de sécurité mis en place. Cette inspection sera réalisée avant la réception des travaux. Toute défaillance dans les mesures de sécurisation entraînera la mise en réserve des travaux, avec une obligation pour l'entreprise de les lever dans les plus brefs délais.

### **6.2 Responsabilité**

L'entreprise est tenue pour responsable de la sécurité du site jusqu'à la levée des dernières réserves émises dans le cadre de la réception. Toute intrusion ou occupation illicite survenant par défaut de sécurisation entraînera la responsabilité pleine et entière de l'entreprise, qui devra prendre en charge les réparations ou évacuations nécessaires à ses frais.

### **6.3 Sanctions**

En cas de non-respect des obligations de sécurisation, des pénalités pourront être appliquées à l'encontre de l'entreprise, selon les modalités définies au CCAP du présent marché. De plus, la maîtrise d'ouvrage pourra engager des recours pour compenser les préjudices subis.

## **ARTICLE 7. – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES**

Le titulaire s'engage à adopter des pratiques minimisant l'impact environnemental des opérations. Cela inclut la gestion des déchets, l'utilisation de véhicules adaptés, et l'optimisation des transports pour réduire les émissions de CO2. Le Titulaire détaille de telles mesures dans son mémoire technique.

## **ARTICLE 8. – LES MOYENS HUMAINS**

Le prestataire est responsable de la qualification, de la formation et du choix de ses agents ; la qualification de tout personnel intervenant sur le site devant pouvoir être vérifiée à tout moment par Ports de Lille. Il est rappelé qu'une partie des déchets contient de l'amiante. Les agents intervenant sur site doivent être habilités à intervenir dans l'amiante. Dans son offre, le Titulaire détaille la qualité et quantité de personnels spécifiquement affectés à la réalisation des prestations du marché. Il joint les CV de l'équipe affectée indiquant, a minima, le nombre d'années d'expériences de chacun, leurs qualifications / certifications / habitations, leurs références dans des prestations similaires.

Le Titulaire devra maintenir l'équipe affectée au marché jusqu'à la fin des travaux conformément à son offre. Il ne peut diminuer la qualité ou le nombre de l'équipe sans autorisation préalable et écrite de l'Entité Adjudicatrice.

Si le Titulaire fait recours à de la sous-traitance, il doit fournir les moyens humains et techniques de son sous-traitant dans les mêmes conditions que ses propres moyens. Il doit s'assurer que son sous-traitant dispose des capacités pour exécuter les prestations qui lui seront confiées. En tout état de cause, en cas de sous-traitance, l'entrepreneur principal reste responsable vis-à-vis de l'Entité Adjudicatrice.

### **8.1 La liste nominative du personnel intervenant**

Le titulaire devra fournir à Ports de Lille, la liste nominative des personnes intervenant sur site. Cette liste sera tenue à jour dès qu'un changement interviendra.

Tout remplacement de personnel intervenant devra se faire dans les conditions prévues au CCAP.

Un planning prévisionnel des agents sera transmis au moins une semaine à l'avance.

### **8.2 Les visites médicales**

Le titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de sa période d'essai.

Il soumettra, par ailleurs son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

En tout état de cause, le Titulaire est responsable de la régularité administrative de son personnel (visites médicales, autorisation de travail, habitations / qualifications...). il doit fournir les éléments prouvant cette régularité dans son offre technique.

Il est précisé que le travail dissimilé est interdit et sanctionné.

### **8.3 Les vêtements de travail**

Le titulaire devra doter le personnel en poste d'un vêtement de travail adapté à son activité et éventuellement de protection.

L'image d'une entreprise professionnelle est attendue, la tenue est un point important.

En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence et de façon visible un insigne/logo spécifique de leur entreprise.

Les agents seront également équipés de gilets tactiques haute visibilité.

### **8.4 Le comportement du personnel**

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche.

Marché de travaux de tri, de chargement et d'évacuation des dépôts sauvages sur le port d'Haubourdin – CCTP

Ports de Lille, ou son représentant, se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne présentant un comportement incompatible avec sa fonction.

Dans le cas de situation litigieuse ou qui s'envenime, l'appel aux forces de l'ordre est préconisé.

### **8.5 L'encadrement du personnel**

Le prestataire devra obligatoirement affecter un Responsable de l'encadrement (et d'un binôme en cas d'absence du Responsable titulaire), de la discipline du personnel et du suivi de l'exécution des prestations. Pour des questions de réactivité, il devra être en mesure en cas de besoin de se rendre sur site en moins de 30 mn

Il précisera notamment :

Sa qualification et son expérience

Son nombre d'heures de suivi dédiées par mois

Ses moyens de communication

Un organigramme de fonctionnement de l'entreprise sera transmis avec les noms, les fonctions et les coordonnées des différents services contribuant à la performance de la prestation de l'entreprise.

### **8.6 La formation du personnel**

Le prestataire s'engage à ne mettre en place sur les sites que du personnel suffisamment formé, habilité et expérimenté.

Le Certificat de Qualification Professionnelle est indispensable.

## **ARTICLE 9. – L'EXPERIENCE ET LES CERTIFICATIONS**

Afin de garantir la capacité du Titulaire à exécuter les prestations décrites dans le présent marché conformément aux exigences réglementaires et aux bonnes pratiques professionnelles, celui-ci devra démontrer son expérience et fournir les documents justificatifs attestant de son aptitude et de ses autorisations.

Le Titulaire devra joindre obligatoirement :

- les autorisations préfectorales en cours de validité relatives à la collecte, au transport, au stockage et à la valorisation ou à l'élimination des déchets, conformément au Code de l'environnement.
- l'attestation d'enregistrement sur la plateforme Trackdéchets, confirmant sa capacité à assurer la traçabilité des flux conformément aux obligations légales
- les certificats ou attestations de formation pour le personnel intervenant, notamment pour la gestion des flux spécifiques ou des déchets non conformes
- les certificats ou labels qualité éventuels (ISO 9001, ISO 14001, ou équivalents) démontrant un engagement pour la qualité et le respect de l'environnement.

## **ARTICLE 10. – LA REDACTION DU MEMOIRE TECHNIQUE**

Afin de faciliter la lecture, la compréhension et l'analyse du mémoire, le prestataire veillera à la bonne présentation et la lisibilité des différents documents et fera ressortir de manière claire les réponses apportées en fonction des critères de jugement sur la partie valeur technique.

Le candidat est invité à remplir le cadre de mémoire technique qui servira de mémoire technique une fois rempli. Les informations qui y sont fournies doivent être précises, concises et surtout spécifiques au présent marché. Les réponses vagues ou effectuées sur la base d'un copier/coller d'autres consultations seront pénalisées. L'utilisation du cadre du mémoire technique est obligatoire.

Tout mémoire technique n'utilisant pas le cadre de mémoire technique sera rejeté sans demande de régularisation.

## **ARTICLE 11. – PRIX DES PRESTATIONS**

Les prestations du présent marché sont rémunérées par des prix unitaires. Les prix unitaires proposés par le Titulaire comprennent tous les frais et charges nécessaires à l'exécution pleine et entière des prestations. Le Titulaire prend en compte toutes les contraintes liées à l'exécution du marché dans la fixation de ses prix unitaires.

La visite de site a pour but de permettre au candidat de mesurer la nature et l'étendue des prestations.

Toutes les sujétions connues au moment de la consultation ne feront pas l'objet de rémunération supplémentaire si le Prestataire ne les prend pas en compte dans ses prix.

## **ARTICLE 12. – ANNEXES**

Les annexes au présent CCTP sont:

- Annexe n°1 – Photos historiques du site d'Haubourdin
- Annexe n°2 – Périmètre d'intervention – 11.12.2024
- Annexe n°3 – Plan topographique et parcellaire du 28.09.2012
- Annexe n°4 – Inventaire des déchets d'Haubourdin – 20.11.2024
- Annexe n°5 – Plan de repérage des déchets effectué par le MOA sur site d'Haubourdin 16.09.2024
- Annexe n°6 – Localisation des zones de stockage des déchets inertes et végétaux – 11.12.2024.

A ..... Le.....

### **Le Titulaire**

*Signature + cachet précédé de « Lu et approuvé »*